

EDITORIAL

Energie

CERTAINS ministres ont un talent vraiment spécial pour se rendre invisibles, quand surgit un problème. Ils laissent les autres affronter les difficultés. C'est ce qui s'est passé avec le bateau italien de déchets pour fournir de l'énergie à une cimenterie: Hakima El Haite, du MP, est montée seule au créneau, tandis que son ministre se mettait aux abonnés absents.

Passons, car il y a plus grave. Sur demande gouvernementale, les cimenteries ont investi pour brûler des déchets préalablement préparés. Mais qui s'est occupé de créer la filière de préparation au Maroc? Personne.

Passons encore car il y a nettement plus grave: le refus de rendre compte.

A part quelques embellies sans lendemain, durant cinq décennies, tout ce qui touche à l'énergie a été kidnappé par des technocrates. De génération en génération, ils ont exclu toute reddition des comptes. Il a fallu un rapport de la Cour des comptes pour découvrir que l'ONEE est dans une situation encore plus catastrophique que la Samir, autre entreprise énergétique. Ne parlons pas des plans solaire et gazier: certes, les sommes sont plus modestes mais le droit des citoyens à être informés y est tout aussi mal respecté.

Pour mieux refuser d'informer, tout ce petit monde court se cacher dans l'ombre du Souverain. Cette fuite met SM le Roi en première ligne d'une responsabilité technique qui n'est pas la sienne, mais celle des technocrates.

L'effondrement des paiements de l'ONEE (aggravant la crise des paiements dans toute l'économie nationale), le naufrage de la Samir ou les coûteux délestages des années 1990, le non-respect des prescriptions d'approvisionnement, les surcoûts énergétiques... Ces fautes monumentales n'ont-elles pas suffi à démontrer la nécessité absolue d'informer régulièrement le public et ses élus? □

Nadia SALAH

PSA Maroc

Le chantier de l'usine démarre

- Les travaux de terrassement dès cette semaine
- Les premiers bâtiments sortiront de terre en février 2017
- Sopriam devra mieux distribuer les marques du groupe

Voir Analyse pages 3 à 6

Déchets italiens: Une polémique de trop!

DE rebondissement en rebondissement! La polémique autour de l'importation de 2.500 tonnes de déchets italiens révèle certes un souci écologique, mais elle cache mal les incompréhensions et l'amalgame autour de la valorisation de déchets. Cette affaire démontre également les déficits du gouvernement en matière de communication et de gestion de crise. Régis par la Convention de Bâle, les mouvements de déchets en tant que combustibles et leur élimination représentent une aubaine pour mettre en place une filière de traitement et valorisation de déchets en énergie de substitution comme les RDF et le biogaz. □

Voir page 2



■ Marché des capitaux: Les opportunités se raréfient

Voir page 13

■ Méditel: Le nouveau DG connu

■ Fini le 06 pour les portables dès août

Voir De Bonnes Sources

RSE: Pas tout de suite, merci!

Voir Compétences & RH